



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde  
Cité administrative  
2, rue Jules Ferry  
BP 55  
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 27/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **AGRIMEDOC SA**

5 route de l'aérodrome  
33112 Saint-Laurent-Médoc

Références : UD33\_CRA\_25\_892  
Code AIOT : 0005201198

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/10/2025 dans l'établissement AGRIMEDOC SA implanté 5 route de l'aérodrome Lieu-dit Hounesta 33112 Saint-Laurent-Médoc. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection inopinée fait suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13 février 2025.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AGRIMEDOC SA
- 5 route de l'aérodrome Lieu-dit Hounesta 33112 Saint-Laurent-Médoc

- Code AIOT : 0005201198
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de la société Agri Médoc dispose (après modification) de 46 150 m<sup>3</sup> de stockage dans les silos plats et de 6 892 m<sup>3</sup> pour les silos verticaux. En outre, il possède deux séchoirs pour une puissance totale de 11.2 MW.

Le classement ICPE du site, après modification, consiste en :

- rubrique 2160 - 1a, silos plats : régime de l'enregistrement (> 15 000 m<sup>3</sup>),
- rubrique 2160 - 2b, silos verticaux : régime de la déclaration (< 15 000 m<sup>3</sup>),
- rubrique 2910 - A-2, séchoirs : régime de la déclaration (<20 MW).

L'installation classée est encadrée par un arrêté préfectoral d'enregistrement, en date du 14 octobre 2015 ainsi que par les arrêtés ministériels applicables au site.

#### Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

#### Thèmes de l'inspection :

- Équipement sous pression

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Liste des équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	Surface de stockage - silos plats	Code de l'environnement du 12/11/2024, article R511-9	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Fiches de données de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 9	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
4	Rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 22	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective, Astreinte	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Plan des réseaux de collecte des effluents	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 31	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 16	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
7	Protection foudre	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 18	Avec suites, Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	Demande de justificatif à l'exploitant, Levée de mise en demeure	3 mois
8	Impacts foudre	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 18	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
9	Alimentation en combustible	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I Point 2.13	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	15 jours
12	Empoussièrment des installations	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 10	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
14	Surveillance et conditions de stockage (silos à plat) - Température	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26, point B-III	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective	2 mois
15	Surveillance et conditions de stockage (silos	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article Annexe Point 4.15	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective,	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	verticaux) - températures		Mise en demeure, respect de prescription		
16	Procédures séchoirs	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26-I-B	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
17	Modification apportée à l'installation	Code de l'environnement du 12/11/2024, article R512-46-23	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
18	Transfert de grains	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26 - point IV-B	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
10	Combustibles gazeux	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I Point 2.13	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet
11	Envois de poussières	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 6	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
13	Surveillance et conditions de stockage (silos à plat) - Périodicité	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26, point B-III	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Levée de mise en demeure

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Certains points de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13 février 2025 nécessitent à ce stade quelques compléments afin d'être levés. En outre, aucun système de rétention des eaux susceptibles d'être polluées en cas de sinistre n'est présent sur site. Ce dernier point fait l'objet d'un projet d'arrêté préfectoral infligeant une astreinte administrative.

En ce qui concerne les autres points, hors champ de la mise en demeure, il est attendu de l'exploitant qu'il apporte rapidement des réponses détaillées. **A défaut, un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure pourra être transmis à Monsieur Le Préfet.**

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des équipements sous pression

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Equipement sous pression
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 14/11/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 14/04/2025</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>[...]</p> <p>III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage.</p> <p>Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p> <p>L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p>
<b>Constats :</b> <p><b>Constat du 14 novembre 2024</b></p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir la liste des équipements sous pression, présents au sein de son installation, prévue par les dispositions réglementaires précitées.</p> <p>Or, lors de la visite d'inspection du 12 novembre 2024, l'inspection des installations classées a constaté la présence d'un équipement sous pression de marque X. PAUCHARD, d'un volume de 1500 litres et d'une pression maximale admissible (PS) de 15.8 bars.</p> <p>L'exploitant met en place la liste des équipements sous pression, présents au sein de son installation, prévue par les dispositions réglementaires précitées et transmet cette liste à l'inspection des installations classées.</p>

**Constat du 30 octobre 2025**

L'exploitant n'a pas été en capacité de fournir la liste des équipements sous pression au sein de son installation.

En outre, l'inspection a constaté la présence d'une cuve d'un ancien compresseur qui sert "de ballon tampon / réservoir d'air" et qui est relié à la tuyauterie sous pression. L'état de l'ancien compresseur (très fortement empoussiéré) n'a pas permis de trouver sa plaque d'identification.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant procède à la mise en place de la liste des équipements sous pression. En outre, il procède à la réalisation des inspections périodiques et requalifications périodiques nécessaires ou à défaut place au rebus les équipements non à jour de ces contrôles, **sous un délai de deux mois.**

**L'exploitant transmet ces éléments sous un délai de deux mois.** A défaut, l'inspection pourra proposer un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure à Monsieur Le Préfet.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 2 : Surface de stockage - silos plats**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 12/11/2024, article R511-9

**Thème(s) :** Situation administrative, Modification

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 14/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 14/04/2025

**Prescription contrôlée :**

- La colonne A de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

**Rubrique 2160 :**

Silos et installations de stockage, en vrac, de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable, à l'exception des installations relevant par ailleurs de la rubrique 1532 :

1. Silos plats :

a) Si le volume total de stockage est supérieur à 15 000 m<sup>3</sup> -> enregistrement.

b) Si le volume total de stockage est supérieur à 5 000 m<sup>3</sup>, mais inférieur ou égal à 15 000 m<sup>3</sup> -> déclaration.

**Constats :**

#### Constat du 14 novembre 2024

Dans son dossier de porter à connaissance, l'exploitant précise que les modifications du silo plat consistent en l'extension du volume de stockage à hauteur de 14 150 m<sup>3</sup>.

Lors de la visite d'inspection, l'inspection des installations classées a utilisé un aéronef circulant sans personne à bord (drone) afin d'évaluer les volumes de stockage pour l'extension du silo plat. Il en ressort, pour cette extension et d'après les éléments fournis sur site, un volume de stockage supérieur à 15 000 m<sup>3</sup>.

L'exploitant apporte les éléments attestant que l'extension du silos plat ne représente qu'un volume supplémentaire de 14 150 m<sup>3</sup> de stockage.

Ce point est également repris dans la demande de compléments transmise à l'exploitant relative à son dossier de porter à connaissance.

#### Constat du 30 octobre 2025

L'exploitant n'a pas transmis d'éléments justifiant le volume de stockage supplémentaire. Toutefois, suite à l'inspection du 30 octobre 2025, l'inspection a pu consulter un plan du bâtiment et l'exploitant a précisé que la hauteur de stockage est de 9.5 m (jusqu'à la passerelle) et que les murs sur les côtés ont une hauteur de 3 m. Enfin, l'exploitant a précisé que le volume de stockage est de 14863 m<sup>3</sup>, d'après ses calculs.

Après calcul, il apparait que l'inspection obtient les résultats suivants avec les éléments transmis par l'exploitant :

- 1) volume de stockage **sans** correction avec l'angle de talutage : 16832 m<sup>3</sup>
- 2) volume de stockage **avec** un angle de talutage de 21 degrés : 16236 m<sup>3</sup>
- 3) volume de stockage **avec** un angle de talutage de 24 degrés : 17594 m<sup>3</sup>.

Les angles de talutage sont précisées dans le guide de l'état de l'art sur les silos et correspondent à une fourchette pour le stockage de maïs.

Les résultats obtenus sont tous supérieurs à un volume de stockage de 15 000 m<sup>3</sup> conformément à l'estimation réalisée le 14 novembre 2024 en utilisant l'aéronef circulant sans personne à bord (drone).

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai de 2 mois, l'exploitant apporte les éléments attestant que l'extension du silos plat représente un volume supplémentaire inférieur à 15 000 m<sup>3</sup>. Il est attendu que l'exploitant détaille son calcul pour parvenir au volume de stockage supplémentaire et les dimensions retenues dans le calcul ainsi que l'angle de talutage.

Si l'angle de talutage retenu n'est pas compris entre 21 et 24 degrés pour son stockage de maïs, comme précisé dans le guide de l'état de l'art sur les silos, l'exploitant précise les éléments permettant de prendre une autre valeur.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

N° 3 : Fiches de données de sécurité

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 9



**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 14/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 14/04/2025

**Prescription contrôlée :**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.

Les fûts, réservoirs et autres emballages **portent en caractères très lisibles le nom des produits** et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et mélanges dangereux. [...].

**Constats :**

**Constat du 14 novembre 2024**

Les produits présents dans le local dédié aux produits phytosanitaires étaient étiquetés. En outre, l'inspection des installations a demandé sur site, par échantillonnage, les fiches de données de sécurité citées ci-dessus. Par mail, du 16 décembre 2024, l'exploitant a transmis lesdites fiches de données de sécurité.

A la lecture des fiches de données de sécurité pour deux des produits, à savoir Atic Aqua et Pulsar 40, il apparaît que ces deux produits doivent être protégés de températures supérieures, respectivement, à 40°C et 35°C.

Or, étant donné les épisodes caniculaires qu'il peut y avoir durant l'été en Gironde, l'exposition au soleil du local en question et le système de refroidissement consistant à une ventilation avec l'air extérieur ambiant, ces deux températures peuvent être atteintes.

L'exploitant précise, si dans le cadre d'une procédure interne, il réalise une mesure des températures de stockage régulière et, le cas échéant, transmet le relevé des températures à l'inspection des installations classées.

En outre, il précise les mesures prises pour ces deux produits afin de les maintenir sous les températures énoncées au point 7.2 "conditions d'un stockage sûr, y compris d'éventuelles incompatibilités" des fiches de données de sécurité.

Enfin, il est rappelé à l'exploitant à titre d'information que le guide ECHA pour l'élaboration des fiches de données de sécurité indique en son point 7.2 intitulé "des conditions d'un stockage sûr, y compris les éventuelles incompatibilités" (page 74) **qu'il n'est pas recommandé d'ajouter à cette sous-rubrique des informations relatives à la qualité du stockage. Si ces informations sont ajoutées, il convient d'indiquer clairement qu'il s'agit d'informations relatives à la qualité, et non à la sécurité.**

**Constat du 30 octobre 2025**

L'exploitant n'a pas apporté d'éléments de réponse à ce constat. L'inspection réitère donc les mêmes demandes.

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Sous 1 mois, l'exploitant précise, si dans le cadre d'une procédure interne, il réalise une mesure des températures de stockage régulière et, le cas échéant, transmet le relevé des températures à l'inspection des installations classées.</p> <p>En outre, il précise les mesures prises pour ces deux produits afin de les maintenir sous les températures énoncées au point 7.2 "conditions d'un stockage sûr, y compris d'éventuelles incompatibilités" des fiches de données de sécurité.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 4 : Rétention des pollutions accidentelles

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 22</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Eaux utilisées lors d'un incendie</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 14/11/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 14/04/2025</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...].</p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p> <p>Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Constat du 14 novembre 2024</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection du 14 novembre 2024, l'exploitant a précisé à l'inspection des installations classées que le site dispose d'un bassin de rétention afin de recueillir les eaux d'extinction en cas de sinistre.</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté la présence du bassin en question qui contenait de l'eau.</p> <p>Dans le dossier de "porter à connaissance" déposé par l'exploitant, le 11 janvier 2024, un plan d'eau de 3000 m3 est évoqué ainsi que la présence d'un bassin d'infiltration.</p> <p>L'exploitant précise si la bassin de rétention présenté à l'inspection des installations classées, lors de sa visite, est bien étanche afin de recueillir les eaux susceptibles d'être polluées en cas de sinistre.</p>

En outre, il précise le volume disponible, en permanence, pour les eaux d'extinction.  
 Dans le cas où le bassin de rétention soit insuffisant ou s'il n'est pas étanche afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel, l'exploitant prend les dispositions nécessaires afin que les eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, soient récupérées.  
 Ce point est également abordé dans la demande de complément adressée à l'exploitant pour son dossier de "porter à connaissance" et est intégré au projet d'arrêté préfectoral de mise demeure étant donné les éléments du dossier transmis.

#### **Constat du 30 octobre 2025**

Document consulté : étude hydrogéologique de la société CERAG en date 7 mars 2025.

Par mail du 9 mai 2025, l'exploitant a indiqué espérer réaliser les travaux au mois de septembre pour la mise en place d'un bassin de rétention.

Le jour de la visite d'inspection, le 30 octobre 2025, l'inspection a constaté que le bassin n'est toujours pas réalisé.

Toutefois, l'exploitant a expliqué attendre des éléments complémentaires de son bureau d'étude sur le volume du bassin de rétention effectivement requis au regard des moyens en eau pour la lutte incendie nécessaires.

Par mail du 20 novembre 2025, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que son bureau d'étude lui a indiqué qu'un volume de rétention pour les eaux incendie susceptibles d'être polluées de 314 m3 est suffisant.

**Ce point fait l'objet d'un projet d'arrêté préfectoral infligeant une astreinte administrative.**

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant réalise les travaux d'aménagement du bassin de rétention requis pour recueillir les eaux susceptibles d'être polluées en cas sinistre.

L'exploitant informe l'inspection lorsque le bassin de rétention est mis en place.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Astreinte

**Proposition de délais :** 3 mois

#### **N° 5 : Plan des réseaux de collecte des effluents**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 31

**Thème(s) :** Risques accidentels, Collecte des effluents

#### **Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 14/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 14/04/2025

**Prescription contrôlée :**

[...].

Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est conservé dans le dossier de l'installation.

#### Constats :

##### Constat du 14 novembre 2024

Par mail du 16 décembre 2024, l'exploitant a transmis le plan des réseaux de collecte de son site. Ce plan intitulé "Réseau pluviale" ne précise pas les regards, les avaloirs et ne montre pas clairement comme sont récupérées les eaux pluviales de ruissellements susceptibles de contenir de nombreuses matières en suspension (voir point 7 - envols des poussières).

L'exploitant met à jour son plan qui devra préciser la localisation des avaloirs du site (ou le sens des écoulements), les surfaces contenant des eaux susceptibles d'être polluées et traitées par le séparateur à hydrocarbures.

En outre, il précisera comment sont traitées les eaux contenant les matières en suspension des eaux de ruissellements sur les sols.

Ce point est également intégré à la demande de compléments relative au dossier de porter à connaissance déposé par l'exploitant, le 14 janvier 2024.

##### Constat du 30 octobre 2025

Document consulté : plan des réseaux par mail du 30 octobre 2025.

Par mail du 30 octobre 2025, l'exploitant a transmis un plan des réseaux de son installation.

Après consultation des images aériennes prises, lors de l'inspection du 14 novembre 2024, ce point ne peut être levé, car certaines divergences apparaissent sur certains regards. En outre, l'emplacement du séparateur d'hydrocarbures n'est pas précisé sur le plan.

Enfin, à l'occasion de la mise en place du bassin de rétention, ce plan devra être mis à jour.

**Ce point sera analysé sur site à l'occasion d'une prochaine inspection.**

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet, lors de la mise en place du bassin de rétention, un plan des réseaux à jour.

**Type de suites proposées** : Avec suites

**Proposition de suites** : Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais** : 3 mois

#### N° 6 : Installations électriques

**Référence réglementaire** : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 16

**Thème(s)** : Risques accidentels, Vérification des installations électriques

#### Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 14/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à

- l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 14/04/2025

#### Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées le rapport de vérification annuelle. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :

- [...],
- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions des articles 16 et 17 du présent arrêté.

L'exploitant formalise les suites données à ces contrôles.

#### Constats :

##### Constat du 14 novembre 2024

L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir le rapport complet relatif à la vérification des installations électriques pour l'année 2023, seul le Q18 (compte rendu de vérification périodique) a été fourni. En outre, le Q18, pour l'intervention du 19 décembre 2023, indique que le danger, relatif à l'absence ou l'inadaptation des dispositifs différentiels à courant résiduel, a déjà été signalé lors de la précédente intervention. Néanmoins, l'exploitant a transmis les éléments attestant que cette non-conformité a été corrigée par la société SARL ELECTRO AUTOMATISME. A noter que ce même document indique que des protections sont absentes pour le nouveau séchoir (protection des surintensités).

Enfin, le rapport des installations électriques pour l'année 2024 n'a pas pu être présenté.

L'exploitant procède à la vérification périodique de ses installations électriques, sous un délai maximal de deux mois, et transmet le rapport de vérification des installations électriques à l'inspection des installations classées (2023 et 2024).

En outre, si des anomalies sont constatées, l'exploitant procède à leur correction et transmet les éléments l'attestant.

Enfin, l'exploitant met en place les mesures nécessaires afin que la vérification des installations électriques soit réalisées annuellement comme le dispose l'article 16 de l'arrêté du 26 novembre 2012.

##### Constat du 30 octobre 2025

###### Documents consultés :

- rapport de vérification périodiques des installations électriques du 1er décembre 2024, de la société QUALICONSLT,

- levée de réserve, caché de l'entreprise SARL ELECTRO AUTOMATISME.

D'après les documents transmis par l'exploitant, la non-conformité relevée par la société QUALICONSLT a été corrigée, le 1er octobre 2025.

Toutefois, le rapport de vérification des installations électriques, en date du 1er décembre 2024, indique que des parties d'installation n'ont pas été vérifiées, par faute d'accompagnement ou de démontage et pour cause d'exploitation.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>Lors de la prochaine vérification des installations électriques, l'exploitant veille à que l'ensemble des installations électriques soient vérifiées.</p> <p>L'exploitant transmet le rapport de vérification des installations électriques à l'inspection, pour l'année 2025, dès réception.</p> <p>A défaut, l'inspection pourra proposer un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure à Monsieur Le Préfet.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 7 : Protection foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 18
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérifications
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 14/11/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 11/05/2025</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Article 18 de l'arrêté du 26 novembre 2012</b> L'exploitant met en œuvre les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé.</p> <p><b>Article 21 de l'arrêté du 4 octobre 2010</b> L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une <b>vérification visuelle</b> est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet <b>d'une vérification complète tous les deux ans</b> par un organisme compétent. [...]. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans <b>un délai maximum d'un mois « après la vérification »</b>.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Constat du 14 novembre 2024</b> L'exploitant n'a pas été en capacité de présenter les rapports des vérifications visuelles et les rapports des vérifications dites complètes. En outre, l'exploitant a précisé ne pas avoir fait procéder aux vérifications, car non nécessaires. Pourtant, le rapport de l'étude technique, en date du 11 juillet 2017, précise que des parafoudres ont été mis en place. L'exploitant met en place les dispositions nécessaires afin de réaliser les vérifications prévues par</p>

l'article 21 de l'arrêté du 4 octobre 2010.

**Ce point a fait l'objet d'une mise en demeure en date du 11 février 2025.**

#### **Constat du 30 octobre 2025**

Documents consultés :

- le rapport d'analyse du risque foudre de la société QUALICONSULT en date du 14 mars 2025,
- étude technique foudre de la société QUALICONSULT en date du 20 juin 2025,
- facture de la société ELECTRO AUTOMATISME, numéro M202509225 en date du 25 septembre 2025.

L'exploitant a fourni, par mail du 21 juillet 2025, une analyse du risque foudre réalisée par la société QUALICONSULT, le 4 et 5 février 2025. En outre, l'exploitant a également transmis, via du mail du 25 juillet 2025, une étude technique foudre réalisée par la société QUALICONSULT, le 22, 23 avril et 13 juin 2025.

Enfin, l'exploitant a fourni une facture de la société ELECTRO AUTOMATISME qui précise la mise en place des protections foudre.

**Le point de l'arrêté préfectoral de mise en demeure, en date du 11 février 2025, relatif à l'analyse du risque foudre est levé.**

**Toutefois, le point relatif à la vérification après travaux et aux vérifications annuelles ne peut être à ce stade levé.** En effet, à ce stade, l'exploitant n'a pas encore fait réaliser de vérification, les protections foudre ayant été mises en place récemment (septembre 2025).

**Nota :** il est rappelé à l'exploitant que conformément aux dispositions de l'article 21 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation, doit être réalisée.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection, dès réception, le rapport de vérification complète de ses installations de protection foudre afin de lever ce point de l'arrêté préfectoral de mise en demeure.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Levée de mise en demeure

**Proposition de délais :** 3 mois

#### **N° 8 : Impacts foudre**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 18

**Thème(s) :** Risques accidentels, Enregistrement des agressions foudres

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 14/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 14/04/2025

#### **Prescription contrôlée :**

##### **Article 18 de l'arrêté du 26 novembre 2012**

L'exploitant met en œuvre les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé.

##### **Article 19 de l'arrêté du 4 octobre 2010**

[...].

**Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées.** En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois « après un impact de foudre », par un organisme compétent.

[...].

#### **Constats :**

##### **Constat du 14 novembre 2024**

L'étude technique a été réalisée du 15 mai 2017 au 10 juillet 2017 par la société Qualiconsult et a donné lieu à un rapport daté du 11 juillet 2017.

Le rapport de l'étude technique mentionne en son point 4.1 que compte tenu de l'absence de protection extérieure, et de la multiplicité des emplacements de parafoudres, le choix de la mise en œuvre de compteurs de foudre ne paraît judicieuse financièrement et préconise l'abonnement à un service de télé-compteur de foudre, solution proposée par METEORAGE.

D'après les éléments de réponse apportés lors de la visite d'inspection, l'exploitant ne dispose pas d'abonnement à un service de télé-compteur de foudre.

L'exploitant applique les préconisations de l'étude technique et met en place soit des compteurs de foudre ou un abonnement à un service de télé-compteur de foudre.

##### **Constat du 30 octobre 2025**

###### Documents consultés :

- le rapport d'analyse du risque foudre de la société QUALICONSULT en date du 14 mars 2025,

- étude technique foudre de la société QUALICONSULT en date du 20 juin 2025,

L'exploitant a fourni, par mail du 21 juillet 2025, une analyse du risque foudre réalisée par la société QUALICONSULT, le 4 et 5 février 2025. En outre, l'exploitant a également transmis, via du mail du 25 juillet 2025, une étude technique foudre réalisée par la société QUALICONSULT, le 22, 23 avril et 13 juin 2025.

Il apparaît que l'étude technique, dont le rapport date du 20 juin 2025, précise en son point 4 que la solution de l'abonnement à un service de télé-compteur de foudre, solution proposée par "METEORAGE" semble la plus intéressante.

Par mail du 7 novembre 2025, l'exploitant précise que son fournisseur de matériel électrique REXEL, lui propose d'installer un compteur de foudre.

Par conséquent, à la date de la visite d'inspection inopinée du 30 octobre 2025, aucune des deux solutions n'est opérationnelle.



<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant applique les préconisations de l'étude technique et met en place soit des compteurs de foudre ou un abonnement à un service de télé-compteur de foudre. L'exploitant informe l'inspection de la mise en place de la solution retenue.</p> <p><b>L'exploitant dispose d'un délai maximal de deux mois pour mettre en place l'une des deux solutions.</b> A défaut, l'inspection pourra proposer un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure à Monsieur Le Préfet.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

**N° 9 : Alimentation en combustible**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I Point 2.13</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Coupure</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 14/11/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 14/04/2025</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...].</p> <p>Un dispositif de coupure, indépendant de tout équipement de régulation de débit, est placé à l'extérieur des bâtiments « ou du local » s'il y en a, pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion. <b>Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, est placé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances ;</li> <li>• à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible.</li> </ul> <p>Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Constat du 14 novembre 2024</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection du 14 novembre 2024, il a été constaté la présence d'une vanne de coupure de gaz au niveau du nouveau séchoir et une pancarte indiquant sa présence.</p>

Toutefois, il n'est pas indiqué sur ce dispositif le sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.

En outre, d'après le plan de sécurité fourni, le site dispose de deux vannes d'arrêt gaz, une pour chacun des séchoirs, et d'une vanne compteur général gaz qui pour cette dernière est en périphérie du site.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin que soit indiqué sur le dispositif (la vanne) le sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.

#### **Constat du 30 octobre 2025**

Lors de la visite d'inspection inopinée du 30 octobre 2025, aucune information relative aux indications précisant le sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée de la vanne n'était présente.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection réitère sa demande du précédent rapport d'inspection, en date du 14 janvier 2025.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin que soit indiqué sur le dispositif (la vanne) le sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée, sous un délai de 15 jours.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 15 jours

#### **N° 10 : Combustibles gazeux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I Point 2.13

**Thème(s) :** Risques accidentels, Détection

#### **Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 14/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 14/04/2025

#### **Prescription contrôlée :**

[...].

Dans les installations alimentées en combustibles gazeux, la coupure de l'alimentation de gaz est assurée par deux vannes automatiques (1) redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz. Ces vannes sont asservies chacune à des capteurs de détection de gaz (2) et un pressostat (3). Ces vannes assurent la fermeture de l'alimentation en combustible gazeux lorsqu'une fuite de gaz est détectée. « Ce dispositif vient s'ajouter au dispositif de coupure générale. »

Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement. La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation.

[...].

**Constats :**

**Constat du 14 novembre 2024**

L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir les tests périodiques réalisés sur toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz).

L'exploitant prend les dispositions nécessaires afin que soit testé périodiquement toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz).

**Constat du 30 octobre 2025**

Document consulté : tableau campagne 2025 des équipements de sécurité séchoirs.

Lors de la visite d'inspection du 30 octobre 2025, l'exploitant a présenté à l'inspection une feuille papier sur laquelle sont précisés, un test des vannes et un contrôle des panoplies de gaz en septembre 2025 réalisés en interne.

**Ce point est levé.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 11 : Envol de poussières**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 6

**Thème(s) :** Risques chroniques, Envol de poussières

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 14/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

**Prescription contrôlée :**

**Article 6 de l'arrêté du 26 novembre 2021**

[...].

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les aires de chargement et déchargement, les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées de façon à limiter l'envol des poussières (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées ;

[...].

**Article 39 de l'arrêté du 26 novembre 2021**

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont captés à la source et canalisés, sauf dans le cas d'une impossibilité technique justifiée. Sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, les rejets sont conformes aux dispositions du présent arrêté.[...]

Le stockage à l'air libre des produits en vrac est interdit hormis les stockages temporaires des produits en attente de traitement avant ensilage. Ces stockages temporaires sont limités au strict nécessaire, tant en durée qu'en capacité. L'exploitant prend toutes les dispositions pour limiter les envols de poussière issues de ces stockages temporaires.

#### **Article 50 de l'arrêté du 26 novembre 2021**

Les poussières ainsi que les produits résultant du traitement de ces dernières sont stockés en attente d'élimination ou d'utilisation :

- soit dans des capacités de stockage spécifiques ;
- soit conditionnés en sacs fermés, stockés en masse à l'extérieur des installations;
- soit dans des bennes convenablement bâchées ou capotées de façon à éviter la formation d'un nuage de poussières.

Les stockages de poussières sont réalisés à l'extérieur du silo.

#### **Constats :**

##### **Constat du 14 novembre 2024**

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que les aires extérieures, les toitures des silos notamment, le sol à l'extérieur et les aires de chargement et de déchargement de grains, présentaient des dépôts importants de matière en suspension (MES), notamment des follicules de grains de maïs (voir photos).

Ces nombreux dépôts peuvent engendrer des pollutions des milieux avec des niveaux de matières en suspension au delà des valeurs limites d'émissions.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires afin de limiter la présence de matières en suspension sur les toitures, au sol à l'extérieur de l'installation et sur les toitures des silos. Il transmet, sous deux mois, son plan d'action à l'inspection des installations classées.

##### **Constat du 30 octobre 2025**

L'inspection a constaté, lors de la visite d'inspection inopinée du 30 octobre 2025, que les toitures et le sol à l'extérieur de l'installation ne présentaient plus de dépôts de matières en suspension.

**Ce point est levé.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 12 : Empoussièrément des installations**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 10

**Thème(s) :** Risques accidentels, Fréquence de nettoyage

**Prescription contrôlée :**

[...].

Toutes les parties du silo sont débarrassées régulièrement des poussières recouvrant le sol, les

<p>parois, les structures porteuses, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements. La quantité de poussières n'est pas supérieure à 50 g/m<sup>2</sup>. [...]. Le nettoyage et les contrôles de la propreté sont adaptés dans les périodes de très forte activité [...].</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection inopinée du 30 octobre 2025, l'inspection a constaté un fort empoussièrement des cellules dans le silo 1 (cf .: photos).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant procède au nettoyage des cellules du silo 1. En outre, il met en place un programme de nettoyage adapté aux périodes de fortes activités. L'exploitant, justifiera, auprès de l'inspection des installations classées, sous deux mois, des actions mises en place.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

**N° 13 : Surveillance et conditions de stockage (silos à plat) - Périodicité**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26, point B-III</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Périodicité des relevés</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 14/11/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 11/05/2025</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]. La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes adaptés et appropriés. Cette disposition ne s'applique pas aux cellules contenant du sucre. [...]. <b>La périodicité des relevés de température est déterminée par l'exploitant. Elle est a minima hebdomadaire tant que la température n'est pas stabilisée ou mensuelle lorsqu'elle est stabilisée.</b> [...].</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Constat du 14 novembre 2024</b> Lors de la visite d'inspection du 14 novembre 2024, l'exploitant a eu quelques difficultés à trouver les enregistrements, enregistrés dans un dossier par le logiciel, pour ce qui est du suivi des températures des silos.</p>

Par mail du 16 décembre 2024, l'exploitant a transmis les relevés de thermométrie pour la période du 8 janvier 2024 au 9 décembre 2024.

Le relevé des températures doit être *a minima* hebdomadaire tant que la température n'est pas stabilisée ou mensuelle lorsqu'elle est stabilisée d'après les dispositions réglementaires visées ci-dessus.

Or, il apparaît à plusieurs reprises des relevés effectués tous les 15 jours bien que des températures problématiques soient apparentes. Par exemple, le silo plat numéro 1 a fait l'objet d'une mesure le 20 mai 2024 puis le 3 juin 2024 avec des températures pourtant jugées dangereuses par l'exploitant (en rouge dans le logiciel). Même constat entre le 5 août 2024 et le 19 août 2024 (silos plats 1 et 3 températures en rouges et jaunes).

En outre, après le relevé du 19 août 2024 aucun relevé n'a été réalisé, d'après les éléments fournis, jusqu'au 18 novembre 2024.

L'exploitant explique le non respect des périodicités prévues par les dispositions réglementaires (hebdomadaires ou mensuelles).

En outre, il met en place les mesures nécessaires afin que :

- les périodicités des relevés soient respectées et tracées ;
- les relevés thermométriques soient accessibles rapidement par les opérateurs sur site.

**Ce point a fait l'objet d'une mise en demeure en date du 11 février 2025.**

#### **Constat du 30 octobre 2025**

Lors de la visite d'inspection inopinée du 30 octobre 2025, les relevés hebdomadaires étaient présents dans un classeur. En outre, les températures instantanées des différents capteurs étaient visibles sur l'écran.

**Ce point est levé.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

#### **N° 14 : Surveillance et conditions de stockage (silos à plat) - Température**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26, point B-III

**Thème(s) :** Risques accidentels, Température de stockage

##### **Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 14/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 11/05/2025

##### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant s'assure que les conditions de stockage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas de fermentation risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables ou une auto-inflammation.

La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes

adaptés et appropriés. Cette disposition ne s'applique pas aux cellules contenant du sucre.  
[...].

#### **Constats :**

##### **Constat du 14 novembre 2024**

Comme évoqué dans le constat précédent, lors de la visite d'inspection du 12 novembre 2024, l'exploitant a eu quelques difficultés à trouver les enregistrements, sauvegardés dans un dossier par le logiciel, pour ce qui est du suivi des températures des silos.

Par mail du 16 décembre 2024, l'exploitant a transmis les relevés de thermométrie pour la période du 8 janvier 2024 au 9 décembre 2024. Plusieurs capteurs indiquent des températures à 100 °C sur plusieurs mois. D'après les explications de l'exploitant sur site, il s'agit de sondes hors service.

Néanmoins, certains des relevés de températures indiquent des températures allant de 25°C à 85 °C pour certains silos.

Ces températures sont indiquées en rouge ou en jaune, pour une partie, et peuvent constituer un début d'échauffement du tas de grains. Ces anomalies sont parfois sur une période de plusieurs mois.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées sa procédure relative à la thermométrie des silos et notamment les consignes à appliquer en cas de défaillances des sondes. En outre, l'exploitant met en place les dispositions nécessaires afin que le suivi et le remplacement des sondes soit plus efficace et que les sondes défaillantes, notamment dans les silos plats, ne soient plus utilisées par le personnel afin de limiter les éventuelles erreurs d'interprétation pouvant conduire à ne pas repérer une montée en température du grains (points chauds). Enfin, il est demandé à l'exploitant d'expliquer les raisons ayant motivé l'utilisation de la sonde 4 (niveau haut) du silos plat 1 pendant 8 mois sans prendre de mesure sur le sujet (réparation de la sonde, remplacement des capteurs, non utilisation du silo de stockage...).

L'ensemble de ces éléments sont attendus sous un délai de 3 mois.

**Ce point a fait l'objet d'une mise en demeure en date du 11 février 2025.**

##### **Constat du 30 octobre 2025**

Document consulté : procédure intitulée silo 1& 2 - Thermométrie procédure en cas de défaut

L'exploitant a procédé au remplacement de certaines sondes non fonctionnelles. Toutefois, le jour de la visite d'inspection, aucune procédure ou consignes ne précisent les conditions de contrôle et d'enregistrement de la température et du taux d'humidité ainsi que sur le suivi et le remplacement des sondes défaillantes.

Par mail du 17 novembre 2025, l'exploitant a transmis une procédure, en date du 13 novembre 2025, intitulée "silo 1& 2 - Thermométrie procédure en cas de défaut".

Cette procédure ne précise pas les différents paliers d'alerte au niveau des températures avec les couleurs associées ainsi que les actions à mener (autres que prévenir le responsable du site ou du silo). En outre, aucune mention concernant l'humidité n'est précisée. Enfin, pour une valeur de 100 °C affichée par la sonde, l'exploitant en déduit systématiquement un défaut de sonde. Il convient d'explicitier ce point et de préciser les éléments conduisant à cette analyse. En effet, il n'est pas exclu qu'un auto-échauffement du grain conduise à de telles températures.

**Ce point de la mise en demeure est maintenu. Néanmoins, compte tenu du changement des sondes réalisé, l'inspection ne propose pas à ce stade de sanctions.**

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant met en place les consignes/procédures nécessaires sur les conditions de contrôle et

d'enregistrement de la température et du taux d'humidité <b>sous un délai de 2 mois.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 15 : Surveillance et conditions de stockage (silos verticaux) - températures**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article Annexe Point 4.15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Température de stockage
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 14/11/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 11/05/2025</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant s'assure que les conditions de stockage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas de fermentations risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables ou une auto-inflammation.</p> <p>La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes adaptés et appropriés (sondes thermométriques ou caméras thermiques). Cette disposition ne s'applique pas aux cellules contenant du sucre.</p> <p>[...].</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Constat du 14 novembre 2024</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection du 12 novembre 2024, l'exploitant a eu quelques difficultés à trouver les enregistrements, enregistrés dans un dossier par le logiciel, pour ce qui est du suivi des températures des silos.</p> <p>Par mail du 16 décembre 2024, l'exploitant a transmis les relevés de thermométrie pour la période du 8 janvier 2024 au 9 décembre 2024.</p> <p>Plusieurs capteurs indiquent des températures à 100 °C sur plusieurs mois. D'après les explications de l'exploitant sur site, il s'agit de sondes hors service.</p> <p>Néanmoins, certains des relevés de températures indiquent des températures allant de 5°C à 100 °C pour certains silos.</p> <p>Ces températures sont indiquées en rouge ou en jaune, pour une partie, et peuvent constituer un début d'échauffement du tas de grains. Ces anomalies sont parfois sur une période de plusieurs mois.</p> <p>Enfin, les relevés de température à 100°C, prises par l'exploitant pour des capteurs hors services, sont entrecoupés par des températures sous les 40°C.</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées sa procédure relative à la</p>



thermométrie des silos et notamment les consignes à appliquer en cas de défaillances des sondes. En outre, l'exploitant met en place les dispositions nécessaires afin que le suivi et le remplacement des sondes soit plus efficace et que les sondes défaillantes, notamment dans les silos verticaux, ne soient plus utilisées afin de limiter les éventuelles erreurs d'interprétation pouvant conduire à ne pas repérer une montée en température du grain (points chauds). Ou à défaut que ces cellules ne soient plus utilisées pour stocker les grains.

Enfin, il est demandé à l'exploitant d'expliquer les raisons ayant motivé l'utilisation de la cellule 4 (capteur bas) du silo vertical pendant 5 mois sans prendre de mesure sur le sujet (réparation, remplacement, non utilisation...).

L'ensemble de ces éléments sont attendus sous un délai de 3 mois.

**Ce point a fait l'objet d'une mise en demeure en date du 11 février 2025.**

#### **Constat du 30 octobre 2025**

Document consulté : procédure intitulée "silo 1& 2 - Thermométrie procédure en cas de défaut".

L'exploitant a procédé au remplacement de certaines sondes non fonctionnelles. Toutefois, le jour de la visite d'inspection aucune procédure ou consignes ne précisent les conditions de contrôle et d'enregistrement de la température et du taux d'humidité ainsi que sur le suivi et le remplacement des sondes défaillantes.

Par mail du 17 novembre 2025, l'exploitant a transmis une procédure, en date du 13 novembre 2025, intitulée "silo 1& 2 - Thermométrie procédure en cas de défaut".

Cette procédure ne précise pas les différents paliers d'alerte au niveau des températures avec les couleurs associées ainsi que les actions à mener (autres que prévenir le responsable du site ou du silo). En outre, aucune mention concernant l'humidité n'est précisée. Enfin, pour une valeur de 100 °C affichée par la sonde, l'exploitant en déduit systématiquement un défaut de sonde. Il convient d'explicitier ce point et de préciser les éléments conduisant à cette analyse. En effet, il n'est pas exclu qu'un auto-échauffement du grain conduise à de telles températures.

**Ce point de la mise en demeure est maintenu. Néanmoins, compte tenu du changement des sondes réalisé, l'inspection ne propose pas à ce stade de sanctions.**

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant met en place les consignes nécessaires sur les conditions de contrôle et d'enregistrement de la température et du taux d'humidité **sous un délai de 2 mois.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

#### **N° 16 : Procédures séchoirs**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26-I-B

**Thème(s) :** Risques accidentels, Procédure d'urgence

**Prescription contrôlée :**

Des procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence sont rédigées par

<p>l'exploitant et communiquées aux services de secours. Elles comportent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- [...], des moyens de lutte contre l'incendie, des dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours ;</li> <li>- les stratégies d'intervention en cas de sinistre ;</li> </ul> <p>[...].</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection inopinée du 30 octobre 2025, l'exploitant n'a pas été en capacité de présenter une procédure d'intervention en cas d'incendie sur les séchoirs.</p> <p>Par mail du 17 novembre 2025, l'exploitant a transmis une procédure intitulée SILO 1 - procédure incendie. Cette procédure mentionne les séchoirs et les opérations à réaliser en cas d'incendie.</p> <p>Toutefois, d'après les accidents survenues et répertoriés dans la base ARIA, notamment celui ayant la référence numéro 62876, il apparaît opportun en cas d'incendie de combiner l'arrêt des brûleurs à celui de la ventilation. Ce point n'apparaît pas explicitement dans la procédure transmise.</p> <p>En outre, il peut être utile de procéder à la vidange rapide des grains présents dans les séchoirs en parallèle de la mise en place de l'aspersion qui vise, pour cette dernière, le refroidissement des colonnes d'air du séchoir et de sa structure.</p> <p>Enfin, lors de la visite d'inspection, il a été présenté à l'inspection un système d'activation d'aspersion avec des vannes papillons. Or, il apparaît que les vannes des tuyauteries alimentant les vannes papillons (positionnées en amont) étaient perpendiculaires aux tuyauteries ce qui, par convention, signifie qu'elles sont en position fermée.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires afin de compléter sa procédure d'intervention en cas d'urgence. En outre, il se rapproche et communique au SDIS 33 (Service Départemental d'Incendie et de Secours) ses procédures afin d'assurer qu'elles sont viables d'un point de vue opérationnel.</p> <p>En outre, l'exploitant s'assure que les vannes mentionnées ci-dessus sont bien ouvertes quand la poignée est perpendiculaire aux tuyaux. Il intègre un point dans sa procédure concernant ces vannes qui doivent, d'après l'exploitant, être en position ouverte en début de campagne de séchage du grain.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 17 : Modification apportée à l'installation**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 12/11/2024, article R512-46-23</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Modification</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>II. - Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'enregistrement, et notamment du document justifiant les conditions de l'exploitation</p>

projetée mentionné au 8° de l'article R. 512-46-4, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.  
[...]

**Constats :**

**Constat du 14 novembre 2024**

L'exploitant a procédé à une modification importante de ses moyens de stockage, en passant de 32 000 m<sup>3</sup> à 46 150 m<sup>3</sup> pour la rubrique 2160-1-a pour les silos plats qui restent sous le régime de l'enregistrement. En outre, l'exploitant a procédé à une augmentation également des silos verticaux, rubrique 2160-2b, passant d'une capacité de stockage de 2552 m<sup>3</sup> à 6892 m<sup>3</sup> et ces derniers sont maintenant classés à déclaration. Enfin, un séchoir d'une puissance de 9.09 MW a été ajouté (passage de 2.1 MW à 11.2 MW) ce qui ne modifie pas le régime de classement qui reste à déclaration, rubrique 2910-A-2, pour les séchoirs présents sur site.

Ces modifications n'ont pas été portées à la connaissance à Monsieur Le Préfet avant leur réalisation.

Toutefois, l'exploitant a déposé un dossier de porter à connaissance en date du 11 janvier 2024.

Ce dossier est en cours d'instruction par l'inspection des installations classées.

**Constat du 30 octobre 2025**

Par courrier du 14 janvier 2025, l'inspection des installations classées a transmis une demande de complément qui reste aujourd'hui sans réponse sur plusieurs points.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les éléments sollicités dans la demande de complément du 14 janvier 2025, **sous un délai de 2 mois.**

A défaut, un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure pourra être transmis à Monsieur Le Préfet.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 18 : Transfert de grains**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26 - point IV-B

**Thème(s) :** Risques accidentels, Transporteurs à bandes

**Prescription contrôlée :**

[...].

Les [...] transporteurs à bandes sont munis de capteurs de déport de bandes. [...].

**Constats :**

**Constat du 30 octobre 2025**

Lors de la visite d'inspection inopinée du 30 octobre 2025, il a été constaté que les transporteurs à bandes, dans les silos plats ne possédaient pas de capteurs de déport de bandes visibles sans

démontage. L'exploitant a précisé que les bandes équipant ses transporteurs n'ont pas de tendances particulières à se déporter.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant vérifie si les transporteurs à bandes sont munis de capteurs de déport de bandes (plusieurs technologies existent). En cas de non équipement de détection de déport de bandes, l'exploitant s'équipe d'un tel équipement <b>sous trois mois</b> , afin de se conformer à l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012. Il transmet les éléments justificatifs dans le même délai.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois